

MINISTRE DE L'ECONOMIE, DE LA
PLANIFICATION ET DE
L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE



MINISTRY OF ECONOMY, PLANNING
AND REGIONAL DEVELOPMENT

COMMISSION INTERNE DE PASSATION
DES MARCHES SUPPLEMENTAIRE

INTERNAL TENDER'S BOARD
ADDITIONAL

ADDITIF N°00001 DU...0.0...SEPT...2026..... A L'AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N°000025/AONR/MINEPAT/CIPMS/2026 DU 02/09/2026, EN VUE DU RECRUTEMENT D'UN CABINET POUR LA REALISATION D'UN AUDIT FINANCIER ET DE CONFORMITE DES LIGNES DE CREDIT DES PARTENAIRES DE FINANCEMENT DU SOUS-PROGRAMME DE REDUCTION DE LA PAUVRETE A LA BASE (SPRPB) EN PROCEDURE D'URGENCE.

AU LIEU DE

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT
N°000025/AONR/MINEPAT/CIPMS/2026 DU 02/09/2026, EN VUE DU RECRUTEMENT D'UN CABINET POUR LA REALISATION D'UN AUDIT FINANCIER ET DE CONFORMITE DES LIGNES DE CREDIT DES PARTENAIRES DE FINANCEMENT DU SOUS-PROGRAMME DE REDUCTION DE LA PAUVRETE A LA BASE (SPRPB) EN PROCEDURE D'URGENCE

1. Objet

Le Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire lance un Appel d'Offres National Restreint, en vue du recrutement d'un cabinet pour la réalisation d'un audit financier et de conformité des lignes de crédit des partenaires de financement du sous-programme de réduction de la pauvreté a la base (SPRPB) en procédure d'urgence.

2. Consistance des prestations

La prestation consiste en général, à mesurer l'efficacité et la viabilité à long terme des interventions menées par les projets et programmes du MINEPAT sur les conditions de vie des populations Camerounaises. De manière spécifique, il s'agira de :

- ❖ Décliner et décrire les interventions qui ont été menées par les projets et programmes concernés auprès des populations ;
- ❖ Recueillir la perception des bénéficiaires quant aux effets et la durabilité des interventions des projets et programmes sur leurs conditions de vie ;
- ❖ Apprécier l'implication des communautés locales dans la mise en œuvre des actions des projets et programmes ;
- ❖ Recenser les principaux facteurs externes et internes au projet qui favorisent ou entravent la réalisation de l'impact et de la durabilité des interventions ;
- ❖ Apprécier la pertinence des projets et programmes au vu du contexte actuel de décentralisation et des priorités de développement du Cameroun ;
- ❖ Identifier les bonnes pratiques relevées par les populations et mettre en évidence les principales leçons apprises afin d'améliorer la mise en œuvre des futurs projets ;
- ❖ Formuler des recommandations à l'endroit du "Ministre de l'Economie de la Planification et de l'Aménagement du Territoire ainsi qu'au responsable du programme 019" afin d'améliorer l'impact des projets et programmes sur le développement local et pour la consolidation des acquis.

3. Allotissement

Le présent Appel d'Offres est en lot unique

4. Coût Prévisionnel

Le coût prévisionnel total du projet est de **trente million (30 000 000) Francs CFA, TTC.**

5. Délai d'exécution

La durée maximale d'exécution est de **Deux (02) Mois** dès notification de l'Ordre de Service de démarrage des prestations.

6. Participation et origine :

La participation au présent Appel d'Offres est strictement réservée aux Cabinets d'Études et Entreprises préqualifiés suivants, dont les noms ont été publiés par le Communiqué N°00001/C/MINEPAT/SG/DAG/SDB/SMP/2026 du 17 février 2026.

Ce communiqué portait publication des résultats de l'Avis Général d'Appel à Manifestation d'Intérêt N°0001/AGAMI/MINEPAT/SG/DAG/SDB/SMP/2025 du 22 décembre 2025, lancé pour la présélection de consultants, cabinets d'études, entreprises et bureaux d'études techniques, en vue de la réalisation des études économiques, financières, informatiques, techniques et d'aménagement au Ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, au titre de l'exercice 2026.

COMPOSANTE II : ETUDES ECONOMIQUES ET FINANCIERES,

Sous composante 1 : Élaboration des politiques publiques diverses, financements extérieurs :

N°	NOM DE L'ENTREPRISE	ADRESSE
01	FORVIS MAZARS CAMEROUN	BP : 3761 Douala, Tel : 33 42 91 70
02	2N CONSULTING SARL	B.P : 00 Yaoundé, Tel : 677 37 91 01/698 54 2719
03	ETS MT EXPRESS	B.P : 1441 Yaoundé, Tel : (237) 243719282
04	AGORA CONSULTING	BP : 6583 Yaoundé, Tel : 242 01 10 82
05	ING FOROV SARL	BP : 5545 Yaoundé, Tel : 691 16 39 57

7. Financement

Les fournitures objet du présent Appel d'Offres sont financées par le Budget de fonctionnement du MINEPAT exercice 2025, imputation : **60 22 250 0 33000001 04900524419**

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est **ON LIGNE.**

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives, un cautionnement de soumission timbré, avec la mention manuscrite, assorti du récépissé de consignation délivré par la CDEC.

Ce cautionnement sera établi par un Établissement Financier de premier ordre, agréée par le Ministère des Finances et dont la liste figure en annexe du DAO. Il sera d'un montant de **deux cent cinquante Mille (250 00 000) francs FCFA.**

La durée de validité de la caution est de trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une

caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Dès publication du présent Avis, le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté à la Direction des Affaires Générales, Service des Marchés Publics, porte 05 à l'Immeuble Rose du Ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire à Yaoundé, Tél. : 222 22 41 28. Il peut également être consulté **en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>** ou sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

11. Acquisition et retrait du dossier d'Appel d'Offres

La version physique du dossier d'appel d'offres peut être obtenue au service des Marchés Publics, porte 005, immeuble rose dès publication du présent avis, contre présentation d'une quittance d'une somme non remboursable des frais d'achat du DAO de **Vingt Cinq Mille (25 000) francs CFA**, payable au Trésor Public].

Il est également possible d'obtenir la version électronique du DAO par téléchargement gratuit sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

12. Remise des offres

L'Offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le 30/09/26 à **11h00**, heure locale. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous plis scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessus dans les délais impartis.

Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et

Constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

13. Recevabilité des offres

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous pli scellé. Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- Les plis portant les indications sur l'identité des soumissionnaires ;
- Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- Les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;

- Les plis non-conformes au mode de soumission ;
- Le non-respect du nombre d'exemplaires indiqué dans le RPAO ou offre uniquement en copies.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

Pour le cas de l'Appel d'Offres Restreint (ouverture en 02 temps) : il y a lieu de relever qu'en plus du nombre d'exemplaires de l'offre financière requis, le soumissionnaire est tenu de présenter un exemplaire de cette offre financière (en version numérique dans une clé usb), dans une enveloppe scellée pour servir d'offre témoin marquée comme telle, et destinée à l'organisme chargé de la régulation des Marchés Publics pour conservation. Le défaut de présentation de cette offre témoin entraîne l'irrecevabilité de l'offre du candidat concerné, dès l'ouverture des plis par la Commission de Passation des Marchés.

14. Ouverture des offres

L'ouverture des offres se fera en deux temps, l'ouverture des offres administratives et techniques interviendra dans un premier temps, suivie dans un second temps de celle des offres financières des soumissionnaires ayant obtenu la note technique minimale requise.

L'ouverture des pièces administratives et des offres techniques aura lieu le **30/09/26** à partir de **12 h00, heure locale**, par la Commission Interne de Passation des Marchés Publics auprès du Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire dans l'enceinte de **la salle de conférence de la Division de la Coopération avec le monde Islamique**. Seuls les soumissionnaires sont autorisés à y assister ou à se faire représenter par un unique mandataire dûment habilité, et ce, même dans le cadre d'un groupement d'entreprises.

L'ouverture des offres financières aura lieu au terme de l'analyse technique et ne concernera que les soumissionnaires ayant obtenu la note supérieure ou égale à 70 points sur 100.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois à compter de la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

En cas d'absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis après un délai de 48 heures accordé par la Commission, l'offre sera rejetée.

15. Critères d'évaluation des offres

15.1. Critères éliminatoires :

- Absence ou non-conformité du cautionnement de soumission timbré avec la mention manuscrite, assorti du récépissé de consignation délivré par la CDEC à l'ouverture des plis ;
- Non production dans un délai de 48 heures à compter de la date d'ouverture des plis, d'une pièce absente ou jugée non conforme (excepté le cautionnement de soumission) ;
- Fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou falsification des pièces ;
- Omission dans le bordereau des prix unitaires, d'un prix unitaire quantifié ;

- Absence de la charte d'intégrité signée et datée ;
- Absence de la déclaration sur l'honneur de n'avoir pas abandonné l'exécution d'un marché au cours des trois dernières années ;
- Absence d'une pièce de l'offre financière ;
- Absence de la clé de sauvegarde en cas de nécessité d'usage pour l'ouverture des offres ;
- Absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
- Note Technique inférieure à 70 points sur 100.

15.2. Critères essentiels

L'évaluation des offres techniques sera faite suivant la notation binaire (oui/non) sur la base des points essentiels ci-dessous et conformément au RPAO :

- La présentation de l'offre
- Les références du soumissionnaire ;
- La qualification et compétence des experts à mobiliser ;
- Le matériel à mobiliser ;
- La Méthodologie proposée en adéquation avec les TDR ;
- La capacité financière d'un montant supérieur ou égal à 50 % de l'enveloppe prévisionnelle.

16. Attribution du Marché

Sur proposition de la Commission Interne de Passation des Marchés, le Maître d'Ouvrage attribuera le Marché au Soumissionnaire dont l'Offre aura été reconnue conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres, dispose des capacités techniques et financières requises pour exécuter le Marché de façon satisfaisante et aura été évaluée la mieux disante en incluant, le cas échéant, les rabais proposés.

Le score technique (St) minimum requis est de 0,7 soit 70 points / 100.

La formule utilisée pour établir le score financier est la suivante : $Sf = 100 \times Fm/Fp$

Sf étant le score financier, **Fm** la proposition la mieux disante et **Fp** le montant de la proposition considérée. Les points respectifs attribués aux propositions technique et financière sont : $T = 0,7$ et $F = 0,3$.

Le score total est alors de : $ST = 0.7St + 0.3Sf$

17. Nombre de lots maximum

Sans objet car le présent Appel d'Offres est en lot unique.

18. Durée de validité des offres

Les Soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date fixée pour la remise des offres.

19. Renseignements Complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à [service (SIGAMP), numéro de porte 005, sis au MINEPAT, Immeuble Rose, ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, ou tout autres moyens de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage.

20. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour tout acte de corruption, bien vouloir appeler ou envoyer un SMS au MINMAP aux numéros suivants : 673 20 57 25 / 699 37 07 48, ou au numéro vert 1517 de la CONAC

REGLEMENT PARTICULIER DE L'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N°000025/AONR/MINEPAT/CIPMS/2026 DU 02/09/2026, EN VUE DU RECRUTEMENT D'UN CABINET POUR LA REALISATION D'UN AUDIT FINANCIER ET DE CONFORMITE DES LIGNES DE CREDIT DES PARTENAIRES DE FINANCEMENT DU SOUS-PROGRAMME DE REDUCTION DE LA PAUVRETE A LA BASE (SPRPB) EN PROCEDURE D'URGENCE

A. GENERALITES

Nom et adresse du Maître d'Ouvrage : Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire Yaoundé, Tél. : 222 22 41 28

Référence de l'Appel d'Offres : Appel d'Offres National Restreint N°AONR/MINEPAT/CIPM du 000025 02 SEPT 2026

Nombre de lots : Le présent Appel d'Offres est en lot unique.

Définition des prestations

La prestation consiste en général, à mesurer l'efficacité et la viabilité à long terme des interventions menées par les projets et programmes du MINEPAT sur les conditions de vie des populations Camerounaises. De manière spécifique, il s'agira de :

- ❖ Décliner et décrire les interventions qui ont été menées par les projets et programmes concernés auprès des populations ;
- ❖ Recueillir la perception des bénéficiaires quant aux effets et la durabilité des interventions des projets et programmes sur leurs conditions de vie ;
- ❖ Apprécier l'implication des communautés locales dans la mise en œuvre des actions des projets et programmes ;
- ❖ Recenser les principaux facteurs externes et internes au projet qui favorisent ou entravent la réalisation de l'impact et de la durabilité des interventions ;
- ❖ Apprécier la pertinence des projets et programmes au vu du contexte actuel de décentralisation et des priorités de développement du Cameroun ;
- ❖ Identifier les bonnes pratiques relevées par les populations et mettre en évidence les principales leçons apprises afin d'améliorer la mise en œuvre des futurs projets ;
- ❖ Formuler des recommandations à l'endroit du "Ministre de l'Economie de la Planification et de l'Aménagement du Territoire ainsi qu'au responsable du programme 019" afin d'améliorer l'impact des projets et programmes sur le développement local et pour la consolidation des acquis.

Mode de sélection : qualité – coût

Le délai d'exécution en vue de la réalisation de ladite prestation est de **Deux (02) Mois** dès notification de l'Ordre de Service de démarrage des prestations.

Nom, objectifs et description de la mission : la mission consiste à procéder au recrutement d'un cabinet pour la réalisation d'un Audit financier et de conformité des lignes de crédit des partenaires de financement du sous-

programme de réduction de la pauvreté à la base (SPRPB) en procédure d'urgence

La mission comporte plusieurs phases : Non

Conférence préalable à l'établissement des propositions : Non

Nom (s), adresse(s), et numéro(s) de téléphone du/des responsable(s) des Services du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué : Direction des Affaires Générales, Service des Marchés Publics, porte 05 à l'Immeuble Rose du Ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire à Yaoundé, Tél. : 222 22 41 28.

Le Maître d'Ouvrage envisage la nécessité d'assurer une certaine continuité pour les activités en aval : Non

Source de financement

Les prestations, objet du présent Appel d'Offres sont financées par : **BIP MINEPAT**

IMPUTATION : 60 22 250 0 33000001 04900524419, EXERCICE 2026

L'appel d'offres est restreint

Sont admis à participer à la présente consultation, les candidats figurant sur la liste ci-après :

N°	NOM DE L'ENTREPRISE	ADRESSE
01	FORVIS MAZARS CAMEROUN	BP : 3761 Douala, Tel : 33 42 91 70
02	2N CONSULTING SARL	B.P : 00 Yaoundé, Tel : 677 37 91 01/698 54 2719
03	ETS MT EXPRESS	B.P : 1441 Yaoundé, Tel : (237) 243719282
04	AGORA CONSULTING	BP : 6583 Yaoundé, Tel : 242 01 10 82
05	ING FOROV SARL	BP : 5545 Yaoundé, Tel : 691 16 39 57

Renseignements nécessaires à produire pour justifier la satisfaction aux critères d'éligibilité à la préférence nationale : *sans objet*

Demande d'éclaircissements : Tout soumissionnaire désirant obtenir des éclaircissements sur le Dossier d'Appel d'Offres peut en faire la demande au Maître d'Ouvrage par écrit ou à l'adresse

La langue de soumission est l'anglais ou le français

Le soumissionnaire devra produire une offre regroupée en trois volumes et présentée comme suit :

A-Volume I : Pièces administratives

Elles comprendront notamment :

- A1 – Une déclaration timbrée indiquant l'intention de soumissionner en faisant apparaître ses noms, prénoms, qualité, domicile, nationalité et les pouvoirs qui lui sont délégués et s'il s'agit d'une société, la raison sociale et l'adresse du Siège Social.
- A2 – Une quittance d'achat du dossier d'Appel d'Offres au montant non remboursable de **Vingt-Cinq Mille (25 000) FCFA**
- A3 – Le cautionnement de soumission timbré avec la mention manuscrite, assorti du récépissé de consignation délivré par la CDEC, d'un montant de **trente millions (30 000 000) FCFA** par un Établissement Financier de premier ordre agréé par le MINFI sur la base des critères de la COBAC (pièce produite en original, et conforme au modèle)
- A4 – Une attestation de conformité fiscale timbrée en cours de validité ;

- A5- Une attestation de non faillite en cours de validité ;
- A6 - Une attestation pour soumission de la CNPS datant de moins de trois (03) mois, en cours de validité ;
- A7- Une attestation de domiciliation bancaire du Soumissionnaire (pièce produite en original).
- A8- L'Attestation de non exclusion des Marchés Publics par l'ARMP ;
- A9 - L'accord de groupement le cas échéant ;
- A10 - Le pouvoir de signature le cas échéant ;
- A11- Attestation d'immatriculation timbrée datant d'au moins trois (03) mois.
- A 12- Une Copie du registre de commerce certifiée par l'autorité compétente de l'administration judiciaire
- A13- un plan et une attestation de localisation certifiés et en cours de validité

En cas d'un groupement, chaque membre doit produire un dossier administratif complet, à l'exception des pièces A2, A3 et A7 qui seront produit uniquement par le mandataire du groupement.

NB : Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises, à publier sur la plateforme Coleps, doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, elles doivent dater de moins de trois mois précédant la date limite de dépôt des offres. En cas d'absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis après un délai de 48 heures accordé par la Commission, l'offre sera rejetée. En cas de doute de l'authenticité d'une pièce administrative ou autre, la CIPM se réserve le droit d'interpeler le soumissionnaire pour la production de cette pièce en version physique originale.

B-Volume 2 : Offre technique

Le dossier technique contiendra les pièces ci-après visées au point 11-b du RGAO:

1. Une lettre de soumission de la Proposition technique ;
2. Une brève description du Candidat et un aperçu de son expérience récente dans le cadre de missions similaires. Pour chacune d'entre elles, ce résumé doit notamment indiquer les caractéristiques du personnel proposé, la durée de la mission, le montant du contrat et la part prise par le Candidat.

Toutes observations ou suggestions éventuelles sur les Termes de référence et les données, services et installations devant être fournis par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué (Tableau 6C) ;

4- Un descriptif de la méthodologie et du plan de travail proposés pour accomplir la mission (Tableau 6D) ;

-La composition de l'équipe proposée, par spécialité, ainsi que les tâches qui sont confiées à chacun de ses membres et leur calendrier (Tableau 6E) ;

NB : Joindre, pour le personnel proposé, une copie du diplôme et les justificatifs de l'expérience, à savoir :

- copie certifiée conforme du diplôme datant de moins de trois (03) mois ;
- attestation de présentation de l'original du diplôme;
- attestation d'inscription aux ordres nationaux le cas échéant;
- attestation de disponibilité signée et datée de l'expert;
- Curriculum vitae signé et daté de l'expert;
- attestations ou contrats de travail de l'expert ;
- certification obtenue de l'expert, le cas échéant

Le prestataire est tenu de présenter une offre technique comprenant :

b1. Les renseignements sur la qualification

La liste des documents à fournir par les soumissionnaires pour justifier leur qualification notamment en ce qui concerne le personnel, le matériel et les références comprend :

b.1.1. La liste définissant le personnel cadre.

Le personnel clé doit posséder au minimum l'expérience suivante :

Chef de mission / Auditeur principal

Qualifications et compétences

- Expert-comptable diplômé ou titulaire d'un Master en audit, comptabilité ou finance.
- Maîtrise des normes internationales d'audit et de comptabilité applicables aux projets publics.
- Capacités avérées de coordination d'équipes, d'analyse financière approfondie et de rédaction de rapports stratégiques.

Expérience professionnelle générale

- Minimum dix (10) années d'expérience dans les domaines de l'audit financier, comptable et de conformité.
- Expérience confirmée dans la conduite de missions d'audit complexes pour des institutions publiques ou parapubliques.

Expérience professionnelle spécifique

- Avoir conduit au moins trois (03) missions similaires d'audit de projets ou programmes financés sur ressources publiques ou parafiscales.
- Expérience en audit de dispositifs impliquant des institutions de microfinance ou des mécanismes de crédits délégués.

b) Auditeur financier / Comptable senior

Qualifications et compétences

- Bac+5 en comptabilité, audit ou finance.
- Bonne maîtrise des techniques de reconstitution des flux financiers, d'analyse des soldes et de vérification des pièces justificatives.
- Capacité à produire des analyses financières fiables et documentées.

Expérience professionnelle générale

Minimum cinq (05) années d'expérience en audit financier, contrôle comptable ou gestion financière de projets.

Expérience professionnelle spécifique

- Participation à au moins deux (02) missions d'audit financier de projets publics ou de structures de financement.
- Expérience dans l'examen de comptes dédiés, de lignes de crédit ou de fonds revolving.

c) Spécialiste en conformité contractuelle / Juriste financier

Qualifications et compétences

- Master en droit public, droit des affaires, finances publiques ou domaine connexe.
- Bonne connaissance des conventions, avenants, obligations contractuelles et cadres réglementaires applicables aux fonds publics.
- Capacité à analyser les risques juridiques et contractuels.

Expérience professionnelle générale

Minimum cinq (05) années d'expérience en audit de conformité, analyse juridique ou gestion contractuelle.

Expérience professionnelle spécifique

- Participation à au moins deux (02) missions d'analyse de conformité de projets ou programmes publics.
- Expérience dans la revue de conventions de partenariat ou de délégation de gestion financière.

d) Analyste financier / Contrôleur interne

Qualifications et compétences

- Bac+4/5 en finance, audit interne, économie ou statistiques.
- Compétences en analyse des risques financiers, contrôle interne et détection des anomalies.
- Maîtrise des outils d'analyse de données financières (Excel, power BI, etc).

Expérience professionnelle générale

Minimum quatre (04) années d'expérience en contrôle interne, analyse financière ou audit.

Expérience professionnelle spécifique

- Expérience dans au moins une (01) mission d'évaluation des dispositifs de contrôle interne ou d'analyse de risques financiers de projets.
- Connaissance des mécanismes de suivi et de recouvrement des crédits constitue un atout.

e) Personnel d'appui (assistants comptables / enquêteurs de terrain)

Qualifications et compétences

- Bac+2/3 en comptabilité, gestion, finance ou domaine équivalent.
- Capacités de collecte, de classement et de vérification des pièces comptables.

Expérience professionnelle générale

Minimum deux (02) années d'expérience dans l'appui aux missions d'audit, de contrôle ou de gestion financière.

Expérience professionnelle spécifique

Participation à des missions de terrain impliquant la collecte de données financières ou la vérification documentaire auprès de structures partenaires.

NB : *Le personnel proposé ne sera considéré dans l'évaluation que si les pièces justificatives requises, datant de moins de trois (03) mois et se rapportant audit personnel sont fournies et dûment signées (copie du diplôme, CV, attestation de disponibilité).*

b.1.2. Les moyens techniques et matériels en propre, à mettre en place et notamment :

- ✓ 04 Ordinateurs ;
- ✓ 01 Photocopieur ;
- ✓ 02 imprimantes.

NB : *les moyens matériels ne seront pris en compte, que si les candidats joignent les factures, certifiées par les services compétents.*

b.1.3. Les références du soumissionnaire précisant :

- Un (01) Contrat relatif au suivi évaluation des structures/projets/Programmes de développement (joindre 1^{ère} et dernière page du contrat + PV de recette technique/attestation de bonne fin)
- Un (01) contrat relatif à l'audit comptable et financier des structures/projets/Programmes de développement (joindre 1^{ère} et dernière page du contrat + PV de recette technique/attestation de bonne fin).

NB : *Les références ne seront prises en compte que si le candidat y joint les extraits des contrats enregistrés, sous peine de leur non prise en compte (1^{ère}, 2^{ème} et dernière pages), accompagnés de l'une des pièces suivantes : attestations de bonne fin délivrées par le Maître d'Ouvrage, procès-verbaux des commissions de suivi et de recette technique ainsi que les coordonnées des Maître d'ouvrage permettant de vérifier ces informations.*

b.2. Organisation et Méthodologie

Le soumissionnaire produira de manière détaillée les éléments constitutifs de sa proposition technique, notamment :

- a) Une revue et agencements des prestations à effectuer ;
- b) La méthodologie envisagée ;

- c) Le planning d'exécution de la prestation ;
- d) Le planning de mobilisation des Experts;

b.3. Le soumissionnaire remplira et souscrira les formulaires :

- La charte d'Intégrité datée, signée et cachetée par le soumissionnaire.

b.4. Les preuves d'acceptations des conditions du marché

Le soumissionnaire remettra les copies dûment paraphées sur chaque page et signée à la dernière précédée de la mention « lu et approuvé », des documents ci-après :

- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) paraphé à chaque page et signé à la dernière page assortie du nom et du cachet de l'entreprise ;
- Les Termes de Références paraphés à chaque page et signé à la dernière page assortie du nom et du cachet de l'entreprise ;
- Le modèle du projet de Marché paraphé à chaque page et signé à la dernière page assortie du nom et du cachet de l'entreprise ;

NB : La non acceptation des clauses du marché entraînera l'élimination du soumissionnaire.

b.5. La capacité financière ;

Les soumissionnaires doivent présenter une attestation de capacité financière dont le montant est supérieur ou égal à 50 % de l'enveloppe prévisionnelle.

b.6. La déclaration sur l'honneur de n'avoir pas abandonné l'exécution d'un Marché au cours des trois (03) dernières années ou l'attestation de non abandon de chantier au cours des trois dernières années.

C. Volume 3 : Offre financière

Cette enveloppe comprendra :

- c.1. La soumission proprement dite**, en original rédigée selon le modèle joint, timbré au tarif en vigueur, signée et datée ;
- c.2. Le Bordereau des prix unitaires et/ou forfaitaires** dûment rempli, paraphé à chaque page, daté et signé du soumissionnaire à la dernière page ;
- c.3. Le Détail quantitatif et estimatif** dûment rempli, paraphé à chaque page, daté et signé du soumissionnaire à la dernière page ;
- c.4. Le sous détail des prix** dûment rempli, paraphé à chaque page, daté et signé du soumissionnaire à la dernière page

Les soumissionnaires utiliseront à cet effet les pièces et modèles ou formulaires types prévus dans le Dossier d'Appel d'Offres.

NB : Les différentes parties d'un même dossier seront séparées par les intercalaires de couleur autre que le blanc aussi bien dans l'original que dans les copies, de manière à faciliter son examen.

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT
N°000025/AONR/MINEPAT/CIPMS/2026 DU 02/09/2026, EN VUE DU RECRUTEMENT D'UN
CABINET POUR LA REALISATION D'UN AUDIT FINANCIER ET DE CONFORMITE DES
LIGNES DE CREDIT DES PARTENAIRES DE FINANCEMENT DU SOUS-PROGRAMME
DE REDUCTION DE LA PAUVRETE A LA BASE (SPRPB) EN PROCEDURE D'URGENCE

1. Objet

Le Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire lance un Appel d'Offres National Restreint, en vue du recrutement d'un cabinet pour la réalisation d'un audit financier et de conformité des lignes de crédit des partenaires de financement du sous-programme de réduction de la pauvreté à la base (SPRPB) en procédure d'urgence.

2. Consistance des prestations

La prestation consiste à réaliser un audit financier et de conformité des lignes de crédit mises à disposition des partenaires du SPRPB afin de vérifier la traçabilité des fonds, la conformité aux conventions et la situation réelle des ressources disponibles chez chaque partenaire. Cet audit est décliné suivant les points ci-après :

- ❖ **Reconstituer et certifier les flux financiers** : montants reçus, crédits octroyés, remboursements, revolving et soldes disponibles auprès de chaque partenaire.
- ❖ **Vérifier la conformité aux conventions et avenants**, notamment la tenue des comptes dédiés, la transmission des rapports et les procédures de mise en place et de recouvrement des crédits.
- ❖ **Évaluer le niveau réel des impayés**, analyser leurs causes et apprécier l'efficacité des dispositifs de suivi et de recouvrement.
- ❖ **Identifier les écarts, faiblesses et risques**, et formuler des recommandations opérationnelles pour sécuriser la gestion future des fonds et orienter les décisions du MINEPAT.

A l'issue de ce travail, il est attendu un rapport d'audit financier et de conformité comprenant :

- ❖ **un état financier reconstitué et certifié** présentant l'analyse détaillée de la gestion des lignes de crédit par chaque partenaire, les écarts observés et les conclusions de l'équipe d'audit ;
- ❖ **une analyse de conformité** aux conventions et avenants évaluant le respect des procédures et obligations contractuelles et réglementaires propres à chaque partenaire ;
- ❖ **une analyse détaillée des impayés et du recouvrement** déterminant la part recouvrable et irrécouvrable, identifiant les causes réelles des défauts, appréciant l'efficacité des actions de recouvrement et mettant en évidence les zones de risques financiers ;
- ❖ **un ensemble de recommandations opérationnelles et stratégiques** visant à améliorer la gestion financière, renforcer les mécanismes de contrôle et guider les décisions du MINEPAT sur la suite à donner aux lignes de crédit et aux partenariats.

Allotissement

Le présent Appel d'Offres est en lot unique

3. Coût Prévisionnel

Le coût prévisionnel total du projet est de **trente million (30 000 000) Francs CFA, TTC.**

4. Délai d'exécution

La durée maximale d'exécution est de **Deux (02) Mois** dès notification de l'Ordre de Service de démarrage des prestations.

5. Participation et origine :

La participation au présent Appel d'Offres est strictement réservée aux Cabinets d'Études et Entreprises préqualifiés suivants, dont les noms ont été publiés par le Communiqué N°00001/C/MINEPAT/SG/DAG/SDB/SMP/2026 du 17 février 2026.

Ce communiqué portait publication des résultats de l'Avis Général d'Appel à Manifestation d'Intérêt N°0001/AGAMI/MINEPAT/SG/DAG/SDB/SMP/2025 du 22 décembre 2025, lancé pour la présélection de consultants, cabinets d'études, entreprises et bureaux d'études techniques, en vue de la réalisation des études économiques, financières, informatiques, techniques et d'aménagement au Ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, au titre de l'exercice 2026.

COMPOSANTE II : ETUDES ECONOMIQUES ET FINANCIERES,

Sous composante 1 : Élaboration des politiques publiques diverses, financements extérieurs :

N°	NOM DE L'ENTREPRISE	ADRESSE
01	FORVIS MAZARS CAMEROUN	BP : 3761 Douala, Tel : 33 42 91 70
02	2N CONSULTING SARL	B.P : 00 Yaoundé, Tel : 677 37 91 01/698 54 2719
03	ETS MT EXPRESS	B.P : 1441 Yaoundé, Tel : (237) 243719282
04	AGORA CONSULTING	BP : 6583 Yaoundé, Tel : 242 01 10 82
05	ING FOROV SARL	BP : 5545 Yaoundé, Tel : 691 16 39 57

6. Financement

Les fournitures objet du présent Appel d'Offres sont financées par le Budget de fonctionnement du MINEPAT exercice 2025, imputation : **60 22 250 0 33000001 04900524419**

7. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est **ON LIGNE**.

8. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives, un cautionnement de soumission timbré, avec la mention manuscrite, assorti du récépissé de consignation délivré par la CDEC.

Ce cautionnement sera établi par un Établissement Financier de premier ordre, agréée par le Ministère des Finances et dont la liste figure en annexe du DAO. Il sera d'un montant de **deux cent cinquante Mille (250 00 000) francs FCFA**.

La durée de validité de la caution est de trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

9. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Dès publication du présent Avis, le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté à la Direction des Affaires Générales, Service des Marchés Publics, porte 05 à l'Immeuble Rose du Ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire à Yaoundé, Tél. : 222 22 41 28. Il peut également être consulté **en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> ou sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm)**.

10. Acquisition et retrait du dossier d'Appel d'Offres

La version physique du dossier d'appel d'offres peut être obtenue au service des Marchés Publics, porte 005, immeuble rose dès publication du présent avis, contre présentation d'une quittance d'une somme non remboursable des frais d'achat du DAO de **Vingt Cinq Mille (25 000) francs CFA**, payable au Trésor Public].

Il est également possible d'obtenir la version électronique du DAO par téléchargement gratuit sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

11. Remise des offres

L'Offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le 30/09/26 à **11h00**, heure locale. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessus dans les délais impartis.

Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et

Constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

12. Recevabilité des offres

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous pli scellé. Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- Les plis portant les indications sur l'identité des soumissionnaires ;
- Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- Les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- Les plis non-conformes au mode de soumission ;
- Le non-respect du nombre d'exemplaires indiqué dans le RPAO ou offre uniquement en copies.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme

ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

Pour le cas de l'Appel d'Offres Restreint (ouverture en 02 temps) : il y a lieu de relever qu'en plus du nombre d'exemplaires de l'offre financière requis, le soumissionnaire est tenu de présenter un exemplaire de cette offre financière (en version numérique dans une clé usb), dans une enveloppe scellée pour servir d'offre témoin marquée comme telle, et destinée à l'organisme chargé de la régulation des Marchés Publics pour conservation. Le défaut de présentation de cette offre témoin entraîne l'irrecevabilité de l'offre du candidat concerné, dès l'ouverture des plis par la Commission de Passation des Marchés.

13. Ouverture des offres

L'ouverture des offres se fera en deux temps, l'ouverture des offres administratives et techniques interviendra dans un premier temps, suivie dans un second temps de celle des offres financières des soumissionnaires ayant obtenu la note technique minimale requise.

L'ouverture des pièces administratives et des offres techniques aura lieu le **30/09/26** à partir de **12 h00, heure locale**, par la Commission Interne de Passation des Marchés Publics auprès du Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire dans l'enceinte de **la salle de conférence de la Division de la Coopération avec le monde Islamique**. Seuls les soumissionnaires sont autorisés à y assister ou à se faire représenter par un unique mandataire dûment habilité, et ce, même dans le cadre d'un groupement d'entreprises.

L'ouverture des offres financières aura lieu au terme de l'analyse technique et ne concernera que les soumissionnaires ayant obtenu la note supérieure ou égale à 70 points sur 100.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois à compter de la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

En cas d'absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis après un délai de 48 heures accordé par la Commission, l'offre sera rejetée.

14. Critères d'évaluation des offres

15.1. Critères éliminatoires :

- Absence ou non-conformité du cautionnement de soumission timbré avec la mention manuscrite, assorti du récépissé de consignation délivré par la CDEC à l'ouverture des plis ;
- Non production dans un délai de 48 heures à compter de la date d'ouverture des plis, d'une pièce absente ou jugée non conforme (excepté le cautionnement de soumission) ;
- Fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou falsification des pièces ;
- Omission dans le bordereau des prix unitaires, d'un prix unitaire quantifié ;
- Absence de la charte d'intégrité signée et datée ;
- Absence de la déclaration sur l'honneur de n'avoir pas abandonné l'exécution d'un marché au cours des trois dernières années ;
- Absence d'une pièce de l'offre financière ;

- Absence de la clé de sauvegarde en cas de nécessité d'usage pour l'ouverture des offres ;
- Absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
- Note Technique inférieure à 70 points sur 100.

15.2. Critères essentiels

L'évaluation des offres techniques sera faite suivant la notation binaire (oui/non) sur la base des points essentiels ci-dessous et conformément au RPAO :

- La présentation de l'offre
- Les références du soumissionnaire ;
- La qualification et compétence des experts à mobiliser ;
- Le matériel à mobiliser ;
- La Méthodologie proposée en adéquation avec les TDR ;
- La capacité financière d'un montant supérieur ou égal à 50 % de l'enveloppe prévisionnelle.

15. Attribution du Marché

Sur proposition de la Commission Interne de Passation des Marchés, le Maître d'Ouvrage attribuera le Marché au Soumissionnaire dont l'Offre aura été reconnue conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres, dispose des capacités techniques et financières requises pour exécuter le Marché de façon satisfaisante et aura été évaluée la mieux disante en incluant, le cas échéant, les rabais proposés.

Le score technique (St) minimum requis est de 0,7 soit 70 points / 100.

La formule utilisée pour établir le score financier est la suivante : $Sf = 100 \times Fm/Fp$

Sf étant le score financier, Fm la proposition la mieux disante et Fp le montant de la proposition considérée. Les points respectifs attribués aux propositions technique et financière sont : T = 0,7 et F = 0,3.

Le score total est alors de : $ST = 0.7St + 0.3Sf$

16. Nombre de lots maximum

Sans objet car le présent Appel d'Offres est en lot unique.

17. Durée de validité des offres

Les Soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date fixée pour la remise des offres.

18. Renseignements Complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à [service (SIGAMP), numéro de porte 005, sis au MINEPAT, Immeuble Rose, ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, ou tout autres moyens de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage.

19. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour tout acte de corruption, bien vouloir appeler ou envoyer un SMS au MINMAP aux numéros suivants : 673 20 57 25 / 699 37 07 48, ou au numéro vert 1517 de la CONAC

REGLEMENT PARTICULIER DE L'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N°000025/AONR/MINEPAT/CIPMS/2026 DU 02/09/2026, EN VUE DU RECRUTEMENT D'UN CABINET POUR LA REALISATION D'UN AUDIT FINANCIER ET DE CONFORMITE DES LIGNES DE CREDIT DES PARTENAIRES DE FINANCEMENT DU SOUS-PROGRAMME DE REDUCTION DE LA PAUVRETE A LA BASE (SPRPB) EN PROCEDURE D'URGENCE

A. GENERALITES

Nom et adresse du Maître d'Ouvrage : Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire Yaoundé, Tél. : 222 22 41 28

Référence de l'Appel d'Offres : Appel d'Offres National Restreint N°AONR/MINEPAT/CIPM du 02 SEPT 2026

Nombre de lots : Le présent Appel d'Offres est en lot unique.

Définition des prestations

La prestation concerne le **recrutement d'un cabinet pour la réalisation d'un Audit financier et de conformité des lignes de crédit des partenaires de financement du sous-programme de réduction de la pauvreté à la base (SPRPB) en procédure d'urgence**. De manière spécifique, il s'agira réaliser un audit financier et de conformité des lignes de crédit mises à disposition des partenaires du SPRPB afin de vérifier la traçabilité des fonds, la conformité aux conventions et la situation réelle des ressources disponibles chez chaque partenaire. Cet audit est décliné suivant les points ci-après :

- ❖ **Reconstituer et certifier les flux financiers** : montants reçus, crédits octroyés, remboursements, revolving et soldes disponibles auprès de chaque partenaire.
- ❖ **Vérifier la conformité aux conventions et avenants**, notamment la tenue des comptes dédiés, la transmission des rapports et les procédures de mise en place et de recouvrement des crédits.
- ❖ **Évaluer le niveau réel des impayés**, analyser leurs causes et apprécier l'efficacité des dispositifs de suivi et de recouvrement.
- ❖ **Identifier les écarts, faiblesses et risques**, et formuler des recommandations opérationnelles pour sécuriser la gestion future des fonds et orienter les décisions du MINEPAT.

A l'issue de ce travail, il est attendu un rapport d'audit financier et de conformité comprenant :

- ❖ **Un état financier reconstitué et certifié** présentant l'analyse détaillée de la gestion des lignes de crédit par chaque partenaire, les écarts observés et les conclusions de l'équipe d'audit ;
- ❖ **Une analyse de conformité** aux conventions et avenants évaluant le respect des procédures et obligations contractuelles et réglementaires propres à chaque partenaire ;
- ❖ **Une analyse détaillée des impayés et du recouvrement** déterminant la part recouvrable et irrécouvrable, identifiant les causes réelles des défauts, appréciant l'efficacité des actions de recouvrement et mettant en évidence les zones de risques financiers ;
- ❖ **Un ensemble de recommandations opérationnelles et stratégiques** visant à améliorer la gestion financière, renforcer les mécanismes de contrôle et guider les décisions du MINEPAT sur la suite à donner aux lignes de crédit et aux partenariats.

Le délai d'exécution en vue de la réalisation de ladite prestation est de **Deux (02) Mois** dès notification de l'Ordre de Service de démarrage des prestations.

Nom, objectifs et description de la mission : la mission consiste à procéder au recrutement d'un cabinet pour la réalisation d'un Audit financier et de conformité des lignes de crédit des partenaires de financement du sous-programme de réduction de la pauvreté à la base (SPRPB) en procédure d'urgence

La mission comporte plusieurs phases : Non

Conférence préalable à l'établissement des propositions : Non

Nom (s), adresse(s), et numéro(s) de téléphone du/des responsable(s) des Services du Maître d'Ouvrage ou du

Maître d'Ouvrage Délégué : Direction des Affaires Générales, Service des Marchés Publics, porte 05 à l'Immeuble Rose du Ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire à Yaoundé, Tél. : 222 22 41 28.

Le Maître d'Ouvrage envisage la nécessité d'assurer une certaine continuité pour les activités en aval : Non

Source de financement

Les prestations, objet du présent Appel d'Offres sont financées par : **BIP MINEPAT**

IMPUTATION : 60 22 250 0 33000001 04900524419, EXERCICE 2026

L'appel d'offres est restreint

Sont admis à participer à la présente consultation, les candidats figurant sur la liste ci-après :

N°	NOM DE L'ENTREPRISE	ADRESSE
01	FORVIS MAZARS CAMEROUN	BP : 3761 Douala, Tel : 33 42 91 70
02	2N CONSULTING SARL	B.P : 00 Yaoundé, Tel : 677 37 91 01/698 54 2719
03	ETS MT EXPRESS	B.P : 1441 Yaoundé, Tel : (237) 243719282
04	AGORA CONSULTING	BP : 6583 Yaoundé, Tel : 242 01 10 82
05	ING FOROV SARL	BP : 5545 Yaoundé, Tel : 691 16 39 57

Renseignements nécessaires à produire pour justifier la satisfaction aux critères d'éligibilité à la préférence nationale : *sans objet*

Demande d'éclaircissements : Tout soumissionnaire désirant obtenir des éclaircissements sur le Dossier d'Appel d'Offres peut en faire la demande au Maître d'Ouvrage par écrit ou à l'adresse

La langue de soumission est l'anglais ou le français

Le soumissionnaire devra produire une offre regroupée en trois volumes et présentée comme suit :

A-Volume I : Pièces administratives

Elles comprendront notamment :

- A1 – Une déclaration timbrée indiquant l'intention de soumissionner en faisant apparaître ses noms, prénoms, qualité, domicile, nationalité et les pouvoirs qui lui sont délégués et s'il s'agit d'une société, la raison sociale et l'adresse du Siège Social.
- A2 – Une quittance d'achat du dossier d'Appel d'Offres au montant non remboursable de **Vingt-Cinq Mille (25 000) FCFA**
- A3 – Le cautionnement de soumission timbré avec la mention manuscrite, assorti du récépissé de consignation délivré par la CDEC, d'un montant **deux cent cinquante mille (250 000) FCFA**, délivré par un Établissement Financier de premier ordre agréé par le MINFI sur la base des critères de la COBAC (pièce produite en original, et conforme au modèle)
- A4 – Une attestation de conformité fiscale timbrée en cours de validité ;
- A5 – Une attestation de non faillite en cours de validité ;
- A6 – Une attestation pour soumission de la CNPS datant de moins de trois (03) mois, en cours de validité ;
- A7 – Une attestation de domiciliation bancaire du Soumissionnaire (pièce produite en original).
- A8 – L'Attestation de non exclusion des Marchés Publics par l'ARMP ;
- A9 – L'accord de groupement le cas échéant ;
- A10 – Le pouvoir de signature le cas échéant ;
- A11 – Attestation d'immatriculation timbrée datant d'au moins trois (03) mois.
- A12 – Une Copie du registre de commerce certifiée par l'autorité compétente de l'administration judiciaire
- A13 – un plan et une attestation de localisation certifiés et en cours de validité

En cas d'un groupement, chaque membre doit produire un dossier administratif complet, à l'exception des pièces A2, A3 et A7 qui seront produites uniquement par le mandataire du groupement.

NB : Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises, à publier sur la plateforme Coleps, doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, elles doivent dater de moins de trois mois précédant la date limite de dépôt des offres. En cas d'absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis après un délai de 48 heures accordé par la Commission, l'offre sera rejetée. En cas de doute de l'authenticité d'une pièce administrative ou autre, la CIPM se réserve le droit d'interpeler le soumissionnaire pour la production de cette pièce en version physique originale.

B-Volume 2 : Offre technique

Le dossier technique contiendra les pièces ci-après visées au point 11-b du RGAO:

3. Une lettre de soumission de la Proposition technique ;
4. Une brève description du Candidat et un aperçu de son expérience récente dans le cadre de missions similaires. Pour chacune d'entre elles, ce résumé doit notamment indiquer les caractéristiques du personnel proposé, la durée de la mission, le montant du contrat et la part prise par le Candidat.

Toutes observations ou suggestions éventuelles sur les Termes de référence et les données, services et installations devant être fournis par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué (Tableau 6C) ;

4- Un descriptif de la méthodologie et du plan de travail proposés pour accomplir la mission (Tableau 6D) ;

-La composition de l'équipe proposée, par spécialité, ainsi que les tâches qui sont confiées à chacun de ses membres et leur calendrier (Tableau 6E) ;

NB : Joindre, pour le personnel proposé, une copie du diplôme et les justificatifs de l'expérience, à savoir :

- copie certifiée conforme du diplôme datant de moins de trois (03) mois ;
- attestation de présentation de l'original du diplôme;
- attestation d'inscription aux ordres nationaux le cas échéant;
- attestation de disponibilité signée et datée de l'expert;
- Curriculum vitae signé et daté de l'expert;
- attestations ou contrats de travail de l'expert ;
- certification obtenue de l'expert, le cas échéant

Le prestataire est tenu de présenter une offre technique comprenant :

b1. Les renseignements sur la qualification

La liste des documents à fournir par les soumissionnaires pour justifier leur qualification notamment en ce qui concerne le personnel, le matériel et les références comprend :

b.1.1. La liste définissant le personnel cadre.

Le personnel clé doit posséder au minimum l'expérience suivante :

Chef de mission / Auditeur principal

Qualifications et compétences

- Expert-comptable diplômé ou titulaire d'un Master en audit, comptabilité ou finance.
- Maîtrise des normes internationales d'audit et de comptabilité applicables aux projets publics.

- Capacités avérées de coordination d'équipes, d'analyse financière approfondie et de rédaction de rapports stratégiques.

Expérience professionnelle générale

- Minimum dix (10) années d'expérience dans les domaines de l'audit financier, comptable et de conformité.
- Expérience confirmée dans la conduite de missions d'audit complexes pour des institutions publiques ou parapubliques.

Expérience professionnelle spécifique

- Avoir conduit au moins trois (03) missions similaires d'audit de projets ou programmes financés sur ressources publiques ou parafiscales.
- Expérience en audit de dispositifs impliquant des institutions de microfinance ou des mécanismes de crédits délégués.

b) Auditeur financier / Comptable senior

Qualifications et compétences

- Bac+5 en comptabilité, audit ou finance.
- Bonne maîtrise des techniques de reconstitution des flux financiers, d'analyse des soldes et de vérification des pièces justificatives.
- Capacité à produire des analyses financières fiables et documentées.

Expérience professionnelle générale

Minimum cinq (05) années d'expérience en audit financier, contrôle comptable ou gestion financière de projets.

Expérience professionnelle spécifique

- Participation à au moins deux (02) missions d'audit financier de projets publics ou de structures de financement.
- Expérience dans l'examen de comptes dédiés, de lignes de crédit ou de fonds revolving.

c) Spécialiste en conformité contractuelle / Juriste financier

Qualifications et compétences

- Master en droit public, droit des affaires, finances publiques ou domaine connexe.
- Bonne connaissance des conventions, avenants, obligations contractuelles et cadres réglementaires applicables aux fonds publics.
- Capacité à analyser les risques juridiques et contractuels.

Expérience professionnelle générale

Minimum cinq (05) années d'expérience en audit de conformité, analyse juridique ou gestion contractuelle.

Expérience professionnelle spécifique

- Participation à au moins deux (02) missions d'analyse de conformité de projets ou programmes publics.
- Expérience dans la revue de conventions de partenariat ou de délégation de gestion financière.

d) Analyste financier / Contrôleur interne

Qualifications et compétences

- Bac+4/5 en finance, audit interne, économie ou statistiques.
- Compétences en analyse des risques financiers, contrôle interne et détection des anomalies.
- Maîtrise des outils d'analyse de données financières (Excel, power BI, etc).

Expérience professionnelle générale

Minimum quatre (04) années d'expérience en contrôle interne, analyse financière ou audit.

Expérience professionnelle spécifique

- Expérience dans au moins une (01) mission d'évaluation des dispositifs de contrôle interne ou d'analyse de risques financiers de projets.
- Connaissance des mécanismes de suivi et de recouvrement des crédits constitue un atout.

e) Personnel d'appui (assistants comptables / enquêteurs de terrain)

Qualifications et compétences

- Bac+2/3 en comptabilité, gestion, finance ou domaine équivalent.
- Capacités de collecte, de classement et de vérification des pièces comptables.

Expérience professionnelle générale

Minimum deux (02) années d'expérience dans l'appui aux missions d'audit, de contrôle ou de gestion financière.

Expérience professionnelle spécifique

Participation à des missions de terrain impliquant la collecte de données financières ou la vérification documentaire auprès de structures partenaires.

NB : Le personnel proposé ne sera considéré dans l'évaluation que si les pièces justificatives requises, datant de moins de **trois (03) mois** et se rapportant audit personnel sont fournies et dûment signées (copie du diplôme, CV, attestation de disponibilité).

b.1.2. Les moyens techniques et matériels en propre, à mettre en place et notamment :

- ✓ 04 Ordinateurs ;
- ✓ 01 Photocopieur ;
- ✓ 02 imprimantes.

NB : les moyens matériels ne seront pris en compte, que si les candidats joignent les factures, certifiées par les services compétents.

b.1.3. Les références du soumissionnaire précisant :

- Un (01) Contrat relatif au suivi évaluation des structures/projets/Programmes de développement (joindre 1^{ère} et dernière page du contrat + PV de recette technique/attestation de bonne fin)
- Un (01) contrat relatif à l'audit comptable et financier des structures/projets/Programmes de développement (joindre 1^{ère} et dernière page du contrat + PV de recette technique/attestation de bonne fin).

NB : Les références ne seront prises en compte que si le candidat y joint les extraits des contrats enregistrés, sous peine de leur non prise en compte (1^{ère}, 2^{ème} et dernière pages), accompagnés de l'une des pièces suivantes : attestations de bonne fin délivrées par le Maître d'Ouvrage, procès-verbaux des commissions de suivi et de recette technique ainsi que les coordonnées des Maître d'ouvrage permettant de vérifier ces informations.

b.2. Organisation et Méthodologie

Le soumissionnaire produira de manière détaillée les éléments constitutifs de sa proposition technique, notamment :

- e) Une revue et agencements des prestations à effectuer ;
- f) La méthodologie envisagée ;
- g) Le planning d'exécution de la prestation ;
- h) Le planning de mobilisation des Experts ;

b.3. Le soumissionnaire remplira et souscrira les formulaires :

- La charte d'Intégrité datée, signée et cachetée par le soumissionnaire.

b.4. Les preuves d'acceptations des conditions du marché

Le soumissionnaire remettra les copies dûment paraphées sur chaque page et signée à la dernière précédée de la mention « lu et approuvé », des documents ci-après :

- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) paraphé à chaque page et signé à la dernière page assortie du nom et du cachet de l'entreprise ;

- Les Termes de Références paraphés à chaque page et signé à la dernière page assortie du nom et du cachet de l'entreprise ;
- Le modèle du projet de Marché paraphé à chaque page et signé à la dernière page assortie du nom et du cachet de l'entreprise ;

NB : La non acceptation des clauses du marché entraînera l'élimination du soumissionnaire.

b.5. La capacité financière ;

Les soumissionnaires doivent présenter une attestation de capacité financière dont le montant est supérieur ou égal à 50 % de l'enveloppe prévisionnelle.

b.6. La déclaration sur l'honneur de n'avoir pas abandonné l'exécution d'un Marché au cours des trois (03) dernières années ou l'attestation de non abandon de chantier au cours des trois dernières années.

C. Volume 3 : Offre financière

Cette enveloppe comprendra :

c.5. La soumission proprement dite, en original rédigée selon le modèle joint, timbré au tarif en vigueur, signée et datée ;

c.6. Le Bordereau des prix unitaires et/ou forfaitaires dûment rempli, paraphé à chaque page, daté et signé du soumissionnaire à la dernière page ;

c.7. Le Détail quantitatif et estimatif dûment rempli, paraphé à chaque page, daté et signé du soumissionnaire à la dernière page ;

c.8. Le sous détail des prix dûment rempli, paraphé à chaque page, daté et signé du soumissionnaire à la dernière page

Les soumissionnaires utiliseront à cet effet les pièces et modèles ou formulaires types prévus dans le Dossier d'Appel d'Offres.

NB : Les différentes parties d'un même dossier seront séparées par les intercalaires de couleur autre que le blanc aussi bien dans l'original que dans les copies, de manière à faciliter son examen.

Le Ministre de l'Économie, de la Planification et
de l'Aménagement du Territoire



Amine Ousmane Mey

Ampliations :

- ARMP (pour publication et archivage)
- Président CIPM MINEPAT (pour information)
- Affichage (pour information)
- Service des Marchés (pour archivage).